

<https://journal.alternatives.ca/?Mai-68-Cinquante-ans-deja>



# Mai 68, Cinquante ans déjà....

- Journal des Alternatives - Journal des Alternatives - 2018 - Journal des Alternatives. Vol.9 - No.05, mai 2018 -



Date de mise en ligne : mardi 1er mai 2018

---

Copyright © Le Journal des Alternatives - Tous droits réservés

---

**La littérature sur Mai-Juin 68 est considérable. Cet article n'a pas pour ambition de passer en revue les événements, d'en faire un compte-rendu et encore moins d'être exhaustif. Je voudrais plutôt, en un nombre réduit de pages, mettre en avant des éléments d'analyse qui (à ma connaissance) ont été peu ou pas évoqués dans les présentations disponibles. Tant il est vrai que le soulèvement printanier de 68 brille encore, cinquante ans après, de mille feux, présente mille facettes, dont il sera difficile de faire le tour.**

Le soulèvement de 68 est français : c'est en France qu'il jette ses racines, c'est l'évolution interne du pays qui l'a préparé. Il n'en demeure pas moins qu'il a été soutenu, alimenté par un environnement international fait de révolutions. Au cours des années cinquante, soixante, les luttes de libération nationale (Vietnam) ou anti-impérialistes (Cuba) enflammaient la terre entière, de l'Asie à l'Afrique, de l'Afrique à l'Amérique latine. Si on y ajoute, dans les pays développés, un rapport de force (hérité de la guerre) favorable aux travailleurs ou encore, en URSS, en Chine, la contestation du socialisme réellement existant, il était difficile d'imaginer un plus puissant soutien au mouvement de révolte qui s'amorçait en France au début des années soixante. Soulignons ici le rôle particulièrement important de la guerre d'Algérie, creuset de la politisation de plusieurs générations et rappelons que c'est de la lutte contre cette guerre que sont issus pratiquement tous les dirigeants du Mai étudiant.

### **Une guerre de trente ans, un rattrapage de trente ans**

Je crois qu'il est impossible de comprendre le soulèvement de 68 sans prendre en compte la période 1914-45, exceptionnelle entre toutes, englobant sur une seule trentaine d'années, coup sur coup, les deux guerres mondiales et la plus grave crise économique que le monde ait connue. Une période que Churchill aurait qualifiée de "guerre de trente ans", qui a aussi été désignée comme époque "des guerres, des crises et des révolutions" par la 3ème Internationale communiste. Par la violence déployée, par son ampleur, par la surface (mondiale) couverte, mais aussi par sa diversité (crises militaires, économiques, politiques, etc.) cette guerre de 30 ans marque la fin d'un monde.

En France, elle a entraîné un violent recul du PIB (de 29% en volume de 1913 à 1945) mais également énormément de destructions, d'usure et de non-renouvellement du capital fixe. De 1931 à 1945, le stock net de capital fixe aura chuté de 35%, le stock net d'équipements, de 41%. L'investissement en matériel des entreprises françaises ne retrouvera son sommet de 1929 qu'en 1950, tant nous partons d'un niveau dégradé à la fin du second conflit mondial ; entre 1930 et 1945, l'âge moyen de ce matériel s'est accru de près de 50%<sup>1</sup>.

Comme il était logique, la guerre de trente ans a été suivie par un violent mouvement de rattrapage, au sens de « rattraper les Etats-Unis », mais également au sens de « rattraper son retard » par rapport à ce qui aurait pu avoir lieu si la tendance de long terme s'était prolongée sur sa lancée. A la guerre de 30 ans (1914-44) a répondu un rattrapage de 30 ans (1945-75). Dès que les conditions du redémarrage de l'activité ont été réunies, une vague d'accumulation s'est gonflée, alimentée par la possibilité d'importer l'avance technique déjà acquise par les Etats-Unis, et par l'existence de nombreuses occasions rentables d'investir, elles-mêmes suscitées par l'élimination d'énormes masses de capital. L'âge moyen du matériel d'industrie français s'est ainsi réduit de moitié, passant de quatorze années en 1946 à près de sept ans au début des années 1970<sup>2</sup>. Le renouvellement d'ampleur du stock de capital fixe, son rajeunissement massif ou la diffusion accélérée des innovations ont poussé vers le haut productivités du capital et du travail, soutenant le taux de profit, entraînant une expansion accélérée. De 1950 à 1973, le taux de croissance annuel moyen du PIB français se situe 3,4 points au-dessus du taux de croissance annuel moyen de ce PIB sur la période 1870 - 1913, que nous pouvons considérer comme représentatif de la tendance de long terme du rythme de la croissance française d'avant-guerre<sup>3</sup>.

Un rattrapage qui s'est inévitablement accompagné de bouleversements sociaux qui n'ont pas eu, faute de temps, leur traduction dans une superstructure (institutions, moeurs, culture, etc.) demeurée figée, en décalage total avec une société profondément transformée. Une évolution qui aurait dû avoir lieu de toutes façons a été considérablement retardée par le choc de la guerre de 30 ans, puis réalisée à marches forcées. Obligeant ce faisant la « superstructure » à un ajustement réalisé avec un grand retard, et donc à grand fracas, dans la brutalité d'une explosion.

La bonne image ici est celle de la tectonique des plaques. Celle-ci nous apprend que les plaques continentales glissent l'une sur l'autre. Les poussées sont gigantesques, mais les forces de frottement s'y opposent. L'ajustement tarde à se faire, les forces s'accumulent en des endroits précis et toute la structure lâche d'un coup. C'est le tremblement de terre, qui provoque d'énormes dégâts, mais rétablit, pour un temps, l'équilibre.

### **Montée en puissance du salariat**

Telle est la description que nous pouvons faire si nous suivons la montée en puissance du salariat. Celle-ci se fait aux dépens de la petite production marchande, une petite production qui est, pour l'essentiel, celle de l'agriculture. Or, la grande crise et les deux conflits mondiaux étaient des moments qui n'étaient guère favorables à la mobilité de la main-d'oeuvre paysanne, des moments qui incitaient plutôt au repli sur l'exploitation. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant de constater que les effectifs de l'emploi en agriculture sont à peu près les mêmes au début et à la fin de la guerre de trente ans, passant de 7,601 millions en 1913 à 7,484 millions en 1946. Trente-trois ans sont passés sans pratiquement faire bouger le curseur. Par contre, dès la Libération intervenue, la voie est enfin libre, la croissance économique très rapide et, du coup, la demande de travail particulièrement élevée dans le monde des entreprises. Il s'agit alors de rattraper le temps perdu : de 1946 à 1968, l'emploi salarié s'accroît deux fois plus vite que le rythme auquel il s'était accru de 1913 à 1946. Cet emploi salarié représentait 55% de l'emploi total en 1913 ; nous sommes à 77% en 1968. A quelques points près, nous passons de la moitié aux trois-quarts.

Or, l'environnement de petite production (paysannerie, artisanat, etc.) dans lequel le capitalisme a longtemps baigné a, dans le passé, atténué la portée de ses crises. En effet, l'hétérogénéité du milieu économique induit des comportements divergents qui diluent la déferlante. Au contraire, l'homogénéité de ce milieu fait que les agents économiques réagissent de la même façon et frappent tous dans le même sens, ce qui démultiplie l'impact initial. Nous pouvons donc dire que s'il y a prépondérance du salariat, cela crée une continuité des comportements qui déblaye le chemin pour le déferlement des vagues dépressives. Une telle prépondérance est un élément aggravant d'une grande portée dans la propagation et l'amplification des crises. La régulation fordiste a tenté de répondre au nouvel état des choses, un état où, qui dit consommateur, dit salarié. Pour éviter la transformation d'une défaillance passagère en dépression, il fallait soutenir la demande globale le temps que l'activité reparte. Avec le fordisme, il s'agissait, en somme, d'une réponse (temporaire) à l'actualité de la crise à dominante salariale. Ce qui passait par un rôle accru de l'Etat, par une place grandissante des transferts sociaux dans le revenu disponible des ménages, et enfin par l'affirmation d'un nouveau rapport salarial.

On le voit : pour répondre à la rapide généralisation du salariat, le fordisme était une nécessité. Mais cela n'a pas suffi à en faire une réalité. En effet, le patronat s'y est violemment opposé, rejetant tout particulièrement la concertation sociale ainsi que la gestion globale de l'économie sous la conduite de l'Etat. Or - il est frappant de le constater -, pour que ce modèle de concertation sociale se mette véritablement en place, il faudra attendre la grande négociation de 68, il faudra attendre les Accords de Grenelle. Il aura fallu 10 millions de grévistes pour que, brutalement, les pendules soient remises à l'heure, et pour qu'enfin, aux nouvelles exigences de l'économie, on fasse correspondre un nouvel espace de la négociation sociale.

En effet, le « projet de protocole d'accord » de Grenelle traite du SMIG, de la réduction de la durée du travail, de la formation, etc. Mais, pour ce qui nous concerne ici, le point essentiel est celui sur le droit syndical. Pour la première

fois, dans le cadre d'un accord tripartite (syndicats, patronat, Etat), la section syndicale d'entreprise est reconnue, la liberté d'en créer garantie, ses moyens d'expression énumérés, les délégués syndicaux protégés, etc. Mais la portée des « Accords » va bien au-delà. Elle tient à leur existence même. Le patronat a toujours voulu imposer l'exclusivité de sa loi au sein de l'entreprise. Les 25, 26 et 27 mai 68, à Grenelle, la société a affirmé avec force sa primauté, celle d'une concertation sociale qui s'introduit dans l'entreprise et la réglemente. C'est à partir de là que l'on parlera, de plus en fréquemment, de « partenaires sociaux », à partir de là que les différents domaines de la vie d'entreprise seront autant de sujets de négociation collective.

### **Crise de la famille, mouvement féministe, révolte de la jeunesse**

Au sortir de la deuxième guerre mondiale la société française demeure encore, par beaucoup d'aspects, agraire, artisanale, rurale. A quelques grandes exceptions près, la taille des entreprises est modeste, et la classe ouvrière souvent proche du métier. Ensuite, après la Libération, la transformation est brutale, en une vingtaine d'années. On assiste à un extraordinaire essor du salariat, du nombre et de la place relative des ouvriers, de l'urbanisation. S'agissant de la classe ouvrière, le même vocable ne recouvre pas la même réalité : le taylorisme est passé par là, brisant le métier et les qualifications, poussant les cadences, avilissant le travail, lui enlevant le peu de sens qu'il pouvait encore avoir. Des usines, imposantes en nombre et en taille, ont été bâties, d'énormes concentrations ouvrières ont remodelé le paysage urbain. Un retard séculaire, considérablement aggravé depuis 1914, a été rattrapé par une course éperdue, en quelques années.

Pourtant, tout l'environnement institutionnel et culturel n'a pas suivi. Cet environnement est demeuré celui, figé, traditionnel, autoritaire, adapté à la société d'avant la guerre de 30 ans. Une société qui, dans ses profondeurs, relevait plus de la petite production marchande que du capitalisme développé. Or, il y a une adéquation entre un monde de petite production (paysans, artisans, petits commerçants, petits patrons) et un univers institutionnel et culturel où prédominent les notions d'autorité, d'une hiérarchie teintée de paternalisme, d'ordre et de tradition. Une société moralisante, dont la pièce centrale est la famille et qui, de ce fait même, repose sur l'oppression de la femme et de la jeunesse ainsi que sur un strict encadrement de la sexualité. Des institutions sont là pour accompagner ce rôle (école, université, apprentissage), le garantir (casernes, prisons, etc.), le prolonger (contrôle moralisant de la culture). Le « travail, famille, patrie » du pétainisme n'est pas tombé du ciel, il était l'idéal inavoué d'une société où petite production et famille traditionnelle pouvaient se répondre, où la patrie était vue comme la coagulation de millions de petites unités.

En se constituant, le capitalisme a trouvé la famille déjà depuis longtemps installée. Il s'en est emparée, se l'est subordonnée, en une articulation faite de consolidation mais également de destruction. Consolidation, parce que la famille est la cellule de base de la société bourgeoise, préparant les jeunes à la soumission, au respect aux autorités et à l'ordre établi ainsi qu'à une place donnée dans la division par sexe (rôle subordonné de la femme) et à une place donnée dans la division sociale du travail. Consolidation, donc, mais également destruction. Car, ce n'est que quand elle est liée à la petite production (paysannerie, artisanat, etc.) que la famille peut déployer et combiner ses différentes fonctions : lieu de reproduction de l'espèce, d'apprentissage social général, de formation professionnelle, de production matérielle, de consommation, d'assurance sociale. Le développement capitaliste arrache à la famille ces fonctions une à une, et crée ainsi sa crise. Tel est en particulier le cas de la fonction de production (déplacée dans l'entreprise) et de celle de formation (concentrée dans l'école). Ainsi est créée la jeunesse, insérée entre enfance et âge adulte, comme une catégorie sociale spécifique, parce qu'écartelée entre diverses instances (famille, école, entreprise, etc.) qui peuvent délivrer des messages contradictoires et parce que regroupée en masse dans des institutions qui lui sont propres.

Or, cette évolution, déjà entamée depuis fort longtemps, a été brutalement accélérée dans l'après-guerre et concentrée sur une vingtaine d'années où la petite production a été battue en brèche alors que le salariat se généralisait. Ses bases habituelles venant à lui manquer, la famille a tout à coup approfondi sa crise. Ainsi en a-t-il été également d'une jeunesse alimentée par le boom démographique d'après-guerre, que nombre de démographes

interprètent, là encore, comme un rattrapage après les pertes sans nombre et le déficit des naissances des deux conflits mondiaux, en somme comme un sursaut vital après une longue période mortifère. En 1970, les moins de 21 ans représentaient en France plus de 40% de la population totale, alors que l'on assistait à une extraordinaire montée en puissance du nombre d'étudiants et plus généralement de la scolarisation (de 1952 à 1962, le nombre des élèves du second degré a crû de 44% en RFA, de 62% en Angleterre, mais de 133% en France !). Ainsi étaient jetées les bases du passage de la jeunesse, du statut de simple catégorie sociale à celui de force sociale, bientôt mise en mouvement par la contradiction explosive entre le mode de vie d'une France urbanisée, éduquée, salariée et les anciennes règles qu'on voulait continuer à imposer à des jeunes qui cherchaient les voies de leur libération.

Sur la ferme paysanne traditionnelle d'avant-guerre, rapport de production et famille se superposaient et se renforçaient mutuellement : la petite production était maintenue parce qu'elle mettait en oeuvre les forces d'une famille, la famille était confortée parce qu'elle disposait en permanence du soubassement matériel de la petite production, le tout fonctionnant d'autant mieux que la petite exploitation accordait encore une assez grande place à la production pour compte propre. Dans un tel cadre, l'oppression de la femme n'a pas d'échappatoire : le mari est tout à la fois le propriétaire de la terre, le chef de l'exploitation (c'est-à-dire l'organisateur des travaux) et le chef de famille. Dès lors, l'insertion massive des femmes dans le salariat aura une extraordinaire portée émancipatrice, parce qu'elle fera sortir la femme du cercle étroit de la famille, lui fournissant un revenu distinct de celui du mari et la faisant entrer dans d'autres institutions, avec d'autres règles (l'entreprise, éventuellement le syndicat, etc.). Ainsi, la crise de la famille jette les bases de la révolte féministe. Elle jette aussi les bases d'un bouleversement de la sexualité, car la famille traditionnelle n'est plus en mesure d'imposer ce qu'elle exigeait jusque-là (et qui allait de pair avec sa reproduction), à savoir une sexualité strictement encadrée, hétérosexuelle et se réalisant par le mariage.

Au total, une évolution qui devait de toutes façons se produire a été considérablement retardée par la guerre de 30 ans. Celle-ci étant enfin terminée, il s'est agi de mettre les bouchées doubles, mais, dès lors, sans laisser aux institutions le temps de s'adapter. La révolte de Mai-Juin 68 est l'expression de cette contradiction : toute une superstructure institutionnelle et culturelle n'est plus en adéquation avec ce qu'est désormais la réalité économique et sociale de la France de la fin des années soixante. Le soulèvement de 68 est, au fond, le contrecoup lointain du choc extrême de la guerre de trente ans. La société française a remis les pendules à l'heure, entamant en quelques semaines l'adaptation qui avait trop tardé des institutions, des moeurs, de la culture, à une réalité sociale qui avait profondément changé depuis la Libération. Le MLF, rappelons-le, a vu le jour un an après le soulèvement de mai-juin 68 et c'est en décembre 1974 que la loi Veil a été adoptée.

Le pouvoir de de Gaulle était une parfaite symbolique des profondes contradictions traversant la société française des années soixante. Il ne s'agissait pas seulement du « pouvoir personnel », quasi-monarchique d'un Président de la Vème République. Il avait une façon bien à lui d'exercer ce pouvoir : celui d'un père qu'on peut admirer et craindre tout à la fois, d'un père qui rassure, encourage, exalte les grandes vertus, mais gronde quand il le faut et peut châtier si nécessaire. Le paternalisme autoritaire au sommet de l'Etat couronnait ainsi le paternalisme autoritaire dans la société. De Gaulle a concentré en sa personne les traits de l'ancienne société : il n'est pas étonnant que, pris pour cible, il ait été chassé par le mouvement, avec un an d'écart.

### **Changer la vie**

Qu'il s'agisse de l'entreprise, de la famille, de l'école, de la prison, des hôpitaux psychiatriques, etc., pas une seule institution qui ait échappé à la contestation, au feu roulant de la critique. Mai-Juin 68 est, au fond, une immense prise de parole. Prise de parole pendant les événements, partout, dans les amphithéâtres, dans les cours d'usine ou d'école, dans les bureaux, dans la rue. Mais prise de parole aussi après, car toutes les institutions devaient être remodelées pour refuser ce qui tombait d'en haut sans être discuté, pour faire en sorte que chacun ait son mot à dire.

Si le problème du pouvoir a partout été posé, à tous les niveaux, dans toutes les institutions, il ne l'a pas été, nous le savons, en ce qui concerne le pouvoir politique central, ni dans le vouloir subjectif des masses, ni même de par la dynamique incontrôlée mise en mouvement par la révolte étudiante. Il y a eu l'aspiration profonde à une autre société, mais pas d'exigence d'un autre pouvoir politique, et encore moins de double pouvoir.

Entendons-nous bien. Tout grand mouvement populaire (et celui de Mai en était un) pose inévitablement la question de la révolution. Il fait éclater au grand jour les couches superposées d'exploitation et d'oppression sur lesquelles repose le capitalisme, libère la parole de ceux qui ne la prennent jamais, révèle l'aspiration latente à une autre société, l'espoir d'un autre monde. Quel que soit son point de départ ou l'occasion qui lui donne naissance, il jette sur la scène centrale ceux qui ont pendant longtemps subi en silence injustices et rebuffades. Les soutiers montent sur le pont et prennent la parole. Même si ce n'est pas la révolution, il en reste toujours quelque chose, et quelque chose d'essentiel. Une grande partie du mouvement de mai-juin 68 voulait la révolution, mais, étant donné ses motivations profondes, pouvait se contenter d'une révolution de la société et non du pouvoir qui la chapeautait. Le mot d'ordre « changer la vie » exprime bien cette formidable ambiguïté : il disait à la fois la volonté révolutionnaire, mais aussi avouait qu'il s'agissait de changer la vie...de tous les jours. Très nombreux parmi les participants sont d'ailleurs ceux (à l'Université, par exemple) qui se sont intégrés dans les multiples processus de réforme institutionnelle sans avoir en aucune façon le sentiment de trahir leurs idéaux de départ. C'est aussi pourquoi le reflux s'est fait aussi vite, pourquoi le mouvement s'est scindé si vite entre les « politiques » et les autres : l'ancien cadre vermoulu avait sauté, une brèche était à l'évidence ouverte et ceux qui n'avaient jamais espéré rien d'autre qu'une « révolution sociétale » pouvaient se sentir satisfaits.

Tout grand mouvement populaire a son enjeu. Ce qui ne veut pas dire que son aboutissement soit écrit d'avance : de l'affrontement même qui le constitue peut sortir autre chose que ce qui y était inclus. Il n'en demeure pas moins que cet enjeu existe et qu'il va lester d'une certaine pesanteur la trajectoire suivie. Ainsi, la révolution des œillets au Portugal avait pour enjeu la disparition du salazarisme, la démocratie et l'entrée du pays dans la modernité (ce qui voulait dire aussi dans l'UE) et non une improbable révolution socialiste. Le peuple portugais était prêt à se battre pour le premier de ces enjeux, pas pour le second. L'enjeu du Mai français était clairement celui d'une révolution de la société et non celui d'un renversement du pouvoir politique central.

Apparemment, l'orage a éclaté dans un ciel serein, sans signes annonciateurs ; il a ensuite levé une véritable tempête, qui a balayé la France. Donc, petites causes, grands effets ? Non, car le ciel n'était pas si serein que ça. Une évolution qui devait se produire de toutes façons a explosé en feu d'artifice parce qu'elle a été violemment comprimée dans le temps. Un retard de 30 ans a été rattrapé à marches forcées, en mettant les bouchées doubles. Il en est résulté un contraste saisissant entre la flamboyance des manifestations extérieures de la crise (une grève générale à nulle autre pareille, 10 millions de grévistes, des occupations tous azimuts, une prise de parole universelle, etc ) et la portée politique tout à fait limitée de l'événement, puisqu'au bout de deux mois le pays a repris bien sagement le chemin des urnes, et qu'il a fallu attendre 1969 pour enregistrer le départ de de Gaulle et 1981 pour assister à l'arrivée de la gauche au pouvoir. Des retombées politiques largement étalées dans le temps et de surcroît bien ternes comparées à l'éblouissement de l'événement, car le pouvoir politique n'a à aucun moment été dans la balance. Le pouvoir de classe est demeuré le même, c'est la façon de l'exercer qui s'est modifiée. C'est d'une mue qu'il s'agit et non d'une révolution : il fallait se débarrasser de l'ancienne peau et faire apparaître la nouvelle à peine formée, tout en continuant à marcher. Spectacle grandiose, qui avait pour fonction de souligner l'importance de l'événement mais aussi (en agitant les plumes multicolores dans tous les sens) de masquer la perpétuation du même pouvoir de classe : car « tout doit changer pour que rien ne change » (Le Guépard, film de Visconti).

### **Les protagonistes de Mai**

Mai-Juin 68 a été la combinaison originale d'une puissante révolte étudiante et d'un immense soulèvement ouvrier, avec près de 10 millions de grévistes. Le mouvement étudiant a joué un rôle directement politique, il a frayé le chemin, il a, sans hésiter, frappé à la tête, comme une voiture-bélier, creusant un espace dans lequel la grève

ouvrière s'est installée et étendue. L'analyse qui précède devrait nous amener à jeter un regard neuf sur les rôles joués par ces deux grands protagonistes. En ce qui concerne le premier de ces acteurs (le mouvement étudiant), nous avons eu tendance à lui appliquer les vieux schémas : le mouvement étudiant était vu comme une plaque sensible de la société, comme une expression de son mal-être, comme un révélateur de ses contradictions, etc., quitte à y ajouter une analyse spécifique des problèmes particuliers vécus par les étudiants de l'époque. Rien de tout cela n'est faux, mais demeure insuffisant. La question est la suivante : est-ce simplement en tant qu'étudiants que les étudiants ont agi ou bien déjà en tant que futurs salariés ? Bien plus nombreux que par le passé, les étudiants de 1968 avaient une origine populaire bien plus marquée que les générations antérieures de l'Université. Ceux parmi eux qui faisaient des études pour reprendre l'étude ou le cabinet de papa n'étaient plus qu'une minorité. La grande majorité était destinée au salariat et le savait. Mais pas n'importe quel salariat : pas celui des ouvriers, mais celui des employés, des techniciens, des cadres. Par une sorte de révolution en avance, ils se sont révoltés en tant que membres et représentants de ce nouveau salariat. A un nouveau salariat devait nécessairement correspondre un nouvel environnement. Avoir un niveau d'éducation élevé, être technicien ou cadre, etc.. apparaissait comme étant en totale contradiction avec le maintien d'une société figée dans un univers à la Pétain.

Les années 1960, c'est aussi la classe ouvrière à son zénith : c'est alors que la proportion des ouvriers dans la population active atteint son sommet. En 1969, dans les établissements de plus de 9 salariés, les ouvriers, qualifiés et non qualifiés, font 65,6% de l'emploi salarié total ; dès 1983, ce pourcentage n'est plus que de 53,5%. D'où, en 68, une grande impression de force, le sentiment que la réalité venait conforter le discours sur « le rôle dirigeant de la classe ouvrière ». Surtout à partir du moment où la grève de Sud-Aviation est devenue celle de Renault Billancourt, puis, tout simplement, grève générale. La totale emprise du PC sur la classe ouvrière venait paradoxalement conforter ce sentiment : le stalinisme paralysait les travailleurs, mais il bâtissait aussi une sorte de contre-société, donnant l'impression d'une armée en marche. On était alors fier d'être ouvrier.

C'est pourquoi, au-delà de la révolte étudiante, 68 est aussi la conjonction de deux fleuves. L'un, montant, est celui de la salarisation universelle, par laquelle, dans la population active, la petite production marchande est remplacée par le salariat. L'autre, descendant, est celui de la classe ouvrière d'usine, alors à l'apogée, mais bientôt engagée sur la voie du recul. Grâce à la confluence des deux fleuves, le monde du travail est entré dans le mouvement par toute son étendue, donnant un torrent à la puissance inégalée.

Entre le mouvement étudiant (qui représentait bien plus que lui-même) et la classe ouvrière traditionnelle, il y a eu convergence, mais guère plus. "Frapper ensemble", sans doute, "marcher séparément", certainement. Dans cette valse-hésitation, la domination stalinienne sur la classe ouvrière a joué son rôle, mais aussi le fait qu'étaient en présence un ancien et un nouveau salariat et que, au-delà des programmes et des revendications, la façon même de voir le monde n'était pas la même de part et d'autre. Le nombre croissant de jeunes, de femmes, de paysans récemment intégrés dans les usines avait, il est vrai, commencé à changer les choses et à réduire l'emprise des bureaucraties syndicales. Il n'en demeure pas moins que l'aspiration anti-autoritaire, la lutte féministe, celle pour la libération sexuelle, etc.. apparaissaient comme autant de revendications étranges (pour ne pas dire plus) aux gros bataillons ouvriers. Il y a une adéquation entre la façon de fonctionner du stalinisme et un certain sens de l'autorité, de l'ordre, de la discipline, de la classe ouvrière traditionnelle, telle qu'elle a été forgée et éduquée par le despotisme d'usine. Cette classe ouvrière, qui s'est affirmée pendant le mouvement de mai-juin comme l'opposant le plus formidable à la bourgeoisie était aussi, en quelque sorte, le symétrique de la société d'ordre que combattait le mouvement. D'où, une incompréhension qui ne découlait pas seulement de la prégnance du PCF ou de problèmes de langage.

En 68, un nouveau salariat a passé une alliance précautionneuse avec l'ancienne classe ouvrière d'usine pour tenter de se frayer un chemin entre deux conservatismes, l'un, le gaullisme de la société officielle, l'autre, le stalinisme de la contre-société. 1936, c'est l'irruption du fait ouvrier. 1968, c'est l'affirmation du caractère désormais universel du salariat. Un salariat qui couvre la quasi-intégralité de l'espace social, mais qui s'est, en contrepartie, diversifié, englobant les situations et les niveaux de vie les plus divers. Comment constituer l'unité politique de ce prolétariat

élargi ? Mai-Juin 68 avait réussi à le faire, mais la question demeure toujours posée aujourd'hui, comme un enjeu stratégique majeur.

### L'avenir de Mai

Il est impossible de refaire l'Histoire ; mais il est tout aussi impossible d'admettre que rien d'autre ne pouvait advenir que ce qui est advenu. En 68, une autre configuration politique, un autre déroulement des événements auraient pu déboucher sur d'autres horizons. Cela n'a pas été le cas, et il est fréquent d'entendre dire que ce soulèvement n'a fait, en définitive, qu'annoncer l'individualisme et le libéralisme des temps actuels. Mais n'est-ce pas là une banalité ? Tout mouvement qui brasse une société toute entière ouvre une alternative. Soit il débouche sur la révolution. Soit, comme toute crise, il dénoue les anciennes contradictions, et, aidant le système à se réformer, le modernise et le renforce .... temporairement. Il y a, à l'évidence, un lien entre Mai et la modernisation du capitalisme qui a suivi, celle de la « participation », de « l'enrichissement des tâches », du travail en équipes. Il serait cependant aberrant d'en déduire que c'est à cela que se réduit l'héritage de 68.

Il faudrait tenir un discours sur cet héritage ; mais cela reviendrait à écrire un tout autre article. Certaines choses pourtant sautent aux yeux. De la dénonciation de l'Etat policier à celle des « petits chefs » dans les usines, de l'attaque lancée contre les mandarins de l'Université au démontage critique de toutes les institutions, questionner le pouvoir est bien un fil conducteur du Mai français. Partout, la même mise en demeure est lancée : autorité, justifie-toi ! Il en est résulté une contrepartie éminemment positive : la compréhension que le pouvoir ne se réduit pas à celui, central, de l'Etat, qu'il est partout et doit être partout questionné ; que l'exigence démocratique ne se ramène pas au jour sacré des élections mais doit être portée chaque jour et en tous lieux ; que l'espoir du grand soir doit aller de pair avec la construction d'espaces de lutte qui préfigurent dès aujourd'hui l'autre monde que nous voulons. Mais il en est résulté aussi une contrepartie négative qu'il ne faut pas oublier, la tendance à contourner deux des fondements, et pas des moindres, du pouvoir bourgeois : l'exploitation du travail, à une extrémité, et l'Etat, à l'autre extrémité.

N'est-il pas significatif que nous retrouvions avec le mouvement altermondialiste les mêmes impasses, mais aussi les mêmes exigences ? A savoir la démocratie, que l'on veut voir approfondie jour après jour, étendue à tous les domaines, une démocratie qui rentre alors en contradiction avec la société d'oppression et d'exploitation. A savoir aussi ne pas déléguer à d'autres son émancipation, prendre en charge sa propre libération. A savoir enfin ne pas tout renvoyer aux lendemains qui chantent, commencer à esquisser un autre monde ici et maintenant, même s'il est clair qu'un autre monde exige une autre société.

Il faudrait aller bien au-delà et interroger le foisonnement de Mai, en étant certain d'y trouver bien des réponses à nos questions. Mais avant d'en venir là, il faudrait dire cette chose toute simple : que l'apport essentiel de Mai 68 est d'abord d'avoir eu lieu et que c'est bien ce que lui reprochent surtout ses détracteurs. D'avoir eu lieu et d'avoir rappelé que l'élan, le stupéfiant élan pour un autre monde n'attend que l'occasion de revenir parmi nous.

#### *Post-scriptum :*

1- Isaac Johsua, *Une trajectoire du capital. De la crise de 1929 à celle de la nouvelle économie, Syllepse*, pp. 50, 51, 53.

2- Isaac Johsua, *Une trajectoire du capital...*, ouvrage cité, p. 58.

3- Isaac Johsua, *Une trajectoire du capital...*, ouvrage cité, p.57. *Données en volume*.

4- Pierre Villa, *Un siècle de données macro-économiques, INSEE, 1994*.

5- *Annuaire rétrospectif de la France, 1948-1988, INSEE, 1990, Tableau 24, p. 68*.

*Isaac Johsua est Economiste, membre du Conseil scientifique d'Attac*